

COMMUNIQUE DE PRESSE

Vendredi 10 mai 2019

Appel aux maires de la Vienne pour qu'ils rejoignent l'opération de décrochage du portrait présidentiel dans leur mairie, en réponse au décrochage de la France de ses engagements à la COP21 !

Après 5 décrochages de portraits présidentiels dont 4 réquisitions dans les mairies de Vouneuil sous Biard, Quinçay, Ayrion, Celle l'Evescault et Payré samedi dernier, les militants d'ANV-Cop21 Poitiers, lancent un appel aux maires de la Vienne pour qu'ils décrochent eux-mêmes le portrait dans leur mairie pour montrer à leurs concitoyens qu'ils sont concernés par le changement climatique et dénoncer eux-aussi l'immobilisme, voire le recul du gouvernement, en matière climatique.

Après l'opération de décrochage de samedi dernier, certain.e.s maires ont porté plainte pour « vol en réunion ». Les militant.e.s engagé.e.s dans cette action, à Poitiers comme ailleurs en France, assument parfaitement les risques juridiques qu'elle comporte. Pour défendre le droit à une vie décente pour les générations futures, ils ont choisi de s'exposer personnellement et subissent déjà arrestations, gardes à vue, perquisitions et bientôt des procès. **Apparemment il est permis de décrocher, impunément, des engagements de la COP21, mais il n'est pas supportable de voir un portrait décroché !**

Le décalage entre la répression qui s'abat sur les militant.e.s lanceurs d'alerte non violents et le permis de polluer, détruire, épuiser les ressources de la planète, est saisissant et même indécent !

Le maire de Vouneuil sous Biard, quant à lui, a fait savoir qu'il comprend les raisons de cette action, même s'il considère que cette « réquisition temporaire » deviendrait un vol si elle se prolongeait. Aussi a-t-il posé au collectif un ultimatum pour rendre le portrait avant ce vendredi à 12h. Voici de larges extraits de la réponse qui lui a été adressée ce matin par le collectif ANV-COP21 de Poitiers :

« Nous pouvons comprendre que vous considériez cet acte comme illégal. De notre côté nous considérons cette action de désobéissance civile comme légitime, du fait de l'urgence de la situation climatique qui nécessiterait, dès maintenant, plus que des discours et des mesurette pour espérer limiter le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

L'inaction du gouvernement est bien plus grave que cette réquisition de tableau. Il ne s'agit que d'un symbole, sa valeur n'est que de quelques dizaines d'euros, alors que les conditions de vie future sur cette planète vont concerner des millions de gens, vos enfants et les nôtres.

Nous ramènerons le portrait quand M. Macron prendra des mesures effectives et radicales pour lutter contre le réchauffement climatique. D'ici là, partout en France les portraits réquisitionnés seront ressortis pour lui montrer les mobilisations en cours et les grands projets inutiles et nuisibles.

Plutôt que de porter plainte pour défendre un symbole, vous pourriez au contraire affirmer devant vos concitoyens votre conscience de l'urgence climatique.

Rejoignez cette campagne nationale, brandissez avec nous ce portrait lors de ses prochaines sorties et participez au décrochage d'autres portraits présidentiels ! Ce geste fort d'un maire contribuerait fortement à réveiller les consciences et à faire progresser la prise en compte de l'urgence climatique. »